



Pacte pour les droits & la citoyenneté

Paris, le 3 décembre 2010

A l'initiative de la Ligue des droits de l'Homme, quarante-neuf organisations associatives et syndicales, dont vous trouverez la liste en annexe à la présente lettre, se sont réunies pour signer un Pacte pour les droits et la citoyenneté.

Notre but est, dans la perspective des débats essentiels pour la démocratie qui vont se développer dans les dix-huit mois à venir, d'assortir nos analyses critiques de l'état des droits fondamentaux, que nous avons pour mandat de défendre, de propositions alternatives concrètes, pour lutter contre le sentiment aujourd'hui trop répandu que les seuls changements possibles iraient nécessairement dans le sens de la régression de ces droits et des acquis qu'ils représentent.

Il va de soi que, n'étant pas des partis politiques et portant une attention vigilante à notre indépendance à l'égard de tout parti politique, nous n'avons pas vocation à établir un programme de gouvernement ni à soutenir tel candidat à l'une ou à l'autre des élections à venir. Mais nous voulons saisir les acteurs politiques, c'est-à-dire les partis et mouvements (autres que ceux d'extrême droite, compte tenu de notre attachement aux valeurs de la République), les élus (parlementaires et territoriaux) et, le moment venu, les candidats aux différents scrutins, de nos analyses et de nos propositions, afin que leurs réponses éclairent les citoyens dans la détermination de leurs opinions et de leurs votes, afin aussi que la démocratie ne se réduise pas à la compétition d'ambitions étroitement personnelles et au choc de formules d'autant plus sonores qu'elles seraient vides de contenu précis et contraignant.

C'est pourquoi nous avons ouvert ensemble, il y a quelques jours, un site www.pactecitoyen.org, sur lequel chacun - citoyen, militant, journaliste... - pourra trouver nos questionnements et propositions (classés à la fois par organisation et par thématique), les réponses des partis et des élus, et les échos des débats publics que nous organiserons avec les acteurs politiques sur l'ensemble du territoire au cours des prochains mois.

Nous vous proposons donc dès maintenant de nourrir ce site en y publiant vos réactions à nos propositions et vos propres positions sur les sujets qu'elles concernent, et nous ne manquerons pas de les publier à la fois thématiquement et par parti ou élu concerné. Vous pouvez prendre contact à cet effet avec Anne Garacoïts au service communication de la LDH (01 56 55 51 08).

Nous vous adresserons régulièrement une lettre d'information électronique qui vous permettra d'être informés sans délai des nouvelles propositions postées sur le site par telle organisation signataire et du développement de notre campagne de débats citoyens.

Vous trouverez ci-joint le texte du Pacte sur lequel nous nous sommes engagés, et que prolongent les analyses et propositions publiées sur le site par chacune de nos organisations.

Veuillez agréer l'expression de notre considération distinguée.

Les organisations signataires du Pacte pour les droits et la citoyenneté :

AC ! Agir contre le chômage et la précarité

A.M.I-handicap

Les Amoureux au ban public

Association de promotion des cultures et du voyage (APCV)

Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac)
Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF)
Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (Cadac)
Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (Cedetim)
Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Céméa)
Confédération générale du travail (CGT)
Collectif des accidentés du travail, handicapés, retraités pour l'égalité des droits (Catred)
Collectif national pour les droits des femmes (CNDF)
Comité International Day Against Homophobia and Transphobia (Idaho)
Comité inter-mouvements auprès des évacués (Cimade)
Confédération nationale du logement
Confédération paysanne
Confédération syndicale des familles (CSF)
Conseil national des associations familiales laïques (Cnafal)
Coordination européenne pour le droit des étrangers à vivre en famille
Droit au logement (Dal)
Fédération des associations réflexion, action, prison et justice (Farapej)
Fédération française des motards en colère (FFMC)
Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE)
Fédération des associations de solidarité avec les travailleur-euse-s immigré-e-s (Fasti)
Fédérations des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR)
Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP)
Fédération syndicale unitaire (FSU)
France terre d'asile
Fondation Copernic
Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti)
Imaginons un réseau Internet solidaire (Iris)
Ligue des droits de l'Homme (LDH)
Ligue de l'enseignement
La mutuelle des étudiants (LMDE)
Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap)
Mouvement de la paix
Observatoire international des prisons – section française (OIP)
Opération villages roumains France (OVR)
Le Planning familial
Syndicat national des enseignants du second degré (Snes-FSU)
Syndicat national de l'enseignement supérieur (Snesup-FSU)
Syndicat national des journalistes (SNJ-CGT)
Syndicat des avocats de France (Saf)
Syndicat de la magistrature (SM)
Terre des Hommes France
Union juive française pour la paix (UFJP)
Union nationale des étudiants de France (Unef)
Union syndicale Solidaires
Union nationale lycéenne (UNL)